

Retour au laisser-faire ?

L'impression qui prévaut est que l'Amérique choisit de revenir, dans une large mesure, au laisser-faire ; et le succès probable des républicains tient sans doute en partie au fait qu'ils donnent l'impression qu'il suffit de revenir à la formule qui marche pour résoudre les problèmes. On aurait bien des questions à leur poser, mais force est de constater que les démocrates, qui devraient le faire, ne les posent guère.

Selon moi, le principe de jugement ne relève pas ici de la théorie économique, mais c'est le choix de la théorie économique qui est déterminé par une décision d'ordre philosophique, concernant la forme appropriée de la Démocratie.

Tout se passe comme si la politique d'Obama avait franchi une ligne invisible, à partir de laquelle la Démocratie américaine, incorporant trop de social démocratie, perdrait son identité. En outre, cette social-démocratie (partagée dans une certaine mesure par les politiciens *main stream* et professionnels des deux partis) est à la fois perçue comme semi-faillie et liée à une mentalité jugée détestable : plaintive, pessimiste, revendicative, libertine, idéologique, bureaucratique, et, pour tout dire, à la fois populacière et despotique - disons-le sans fard, une mentalité qui réunit tous les défauts de l'ancien monde, exactement ce à cause de quoi les Américains ont changé de continent et qu'ils ont en horreur. Et tous les défauts dont l'absence a fait la force de l'Amérique.

□

Une question inouïe

Malgré tout, une question inouïe commence à être posée : « L'Amérique va-t-elle faire faillite ? » Que la question puisse seulement se poser est un choc et une humiliation pour beaucoup d'Américains.

Il n'y a aucun doute que les Etats-Unis feront tout pour écarter la faillite. Or, la faillite peut toujours être évitée, si la banque centrale achète les bons du trésor, c'est-à-dire si le pays fait retour à l'inflation. C'est aussi ce dont a parlé hier Mr Ben S. Bernanke. On voit mal, à terme, ce que les Etats-Unis pourraient faire d'autre, au moins dans une certaine mesure.

La question suivante est alors de savoir si le dollar dans ces conditions peut tenir le coup. L'impression qui se dégage de cette campagne est que les Américains pensent que oui. Leurs créanciers sont forcés de suivre : ils ont beaucoup plus à perdre qu'à gagner à un effondrement du dollar. Et puis, le dollar est une valeur irremplaçable pour le moment, à cause de la supériorité politique des Etats-Unis, de leur caractère démocratique et sûr, de leur puissance militaire. Ce sont le règne de la loi ("rule of law") et l'acier de l'US Navy qui rendent le dollar "as good as gold", aussi bon que l'or. Si la crise empêchait les Etats-Unis de financer leur outil militaire, leur leadership serait en danger et, par conséquent, le dollar. Tout se tient, fait système, et les effets des causes sont eux-mêmes les causes de leurs causes.

Mais les Américains sont un peuple très optimiste, qui croit que le retour à la "formule qui marche" suffira à la fois à créer des jobs et à réduire le déficit. Un peu d'inflation fera sans doute le reste. Et les créanciers suivront, faute d'avoir d'autre choix.

Le silence sur l'avenir de la finance mondiale

On ne parle guère, par conséquent, de grande réforme du système financier, et à vrai dire on ne voit pas émerger d'idées neuves. Les démocrates se vantent d'avoir réformé Wall Street et, comme si le travail de réforme était déjà fait, ils se contentent de décrier Wall Street et de montrer du doigt les républicains qui voudraient, disent-ils, détruire les sages régulations mise en place par Obama. Les Républicains parlent beaucoup contre la régulation, mais de façon assez générale.

En fait, je n'ai entendu personne poser la question de savoir ce que seraient l'emploi et la croissance mondiale sans l'exubérance financière des dernières décennies, que tout le monde condamne, mais que tout le monde laisse discrètement se reconstituer, faute de mieux.

Le silence sur l'avenir du libre échange

A supposer que le dollar tienne le coup, la question est de savoir quelle serait la viabilité des jobs que pourrait créer l'Amérique en revenant à sa "formule qui marche". Car sa formule inclut aussi le libre échange mondial.

Or la discussion électorale ne porte guère non plus sur la question de la concurrence internationale. Les démocrates « de gauche » stigmatisent le big business, qui envoie les jobs au-delà des océans (« who ships jobs overseas »).

Le leadership américain est lié au libre échange, et en même temps la concurrence des pays émergents détruit leur industrie à un point qui devient intolérable et finira par menacer leur prospérité et leur leadership, ensemble – puisque c'est la prospérité qui finance la force militaire, sans laquelle sans doute le dollar, clé de leur prospérité, perdrait son crédit et les conduirait à la faillite.

Les démocrates de gauche penchent vers le protectionnisme. D'autres préfèrent vitupérer *mezz o voce* contre les Chinois, qui font du libre échange une arme de guerre économique. Et beaucoup ne disent rien du tout.

La contradiction dans la position de l'Amérique est ici très profonde. Les républicains parlent

beaucoup du petit et moyen business qui lutte pour créer des emplois et qu'il faut aider – les démocrates disent d'ailleurs la même chose. Mais tout cet investissement est-il viable dans des conditions de concurrence insoutenables ?

Or, en sens inverse, la puissance de l'Amérique est liée à celle de son big business, qui tient aussi à sa liberté d'action, laquelle vient de son caractère transnational. Alors que faire?

En outre, l'équilibre social repose sur la prospérité de la classe moyenne. Or le consommateur profite du prix bas des produits importés et personne n'ose dire aux gens qu'ils ne peuvent pas à la fois consommer en libre-échangistes et produire en protectionnistes.

Le New Deal à rebours ?

En résumé, sauf énorme surprise électorale, les Etats-Unis vont voter clairement contre l'extension de la social-démocratie, voire pour sa réduction significative et pour faire retour autant qu'il se peut à la « formule qui marche ». Ce serait le New Deal à l'envers.

La « formule qui marche », dont je parlais dans une Lettre précédente, devra prendre en charge à la fois le retour à l'emploi, la réduction du déficit et de la dette, le financement de ce qui restera du système de protection sociale. Celui-ci sera peut-être moins réduit qu'enlevé à l'Etat fédéral, confié aux Etats et réformé à ce niveau. Car la "formule qui marche", c'est aussi une subsidiarité rigoureuse, excluant l'invasion du domaine des Etats (unis) par l'Etat (fédéral). C'est l'objet du 10ème Amendement à la Constitution des USA.

Le dollar, espère-t-on, survivra, un peu asthénique, et, à la fin se redressera.

On ferme les yeux sur le système financier, en tolérant son exubérance irrationnelle et son instabilité, mais en espérant, faute de mieux, qu'un mélange de moralisation, de régulation raisonnable, et d'intérêt bien compris pourra éviter les pires craquements.

Par contre, la question des effets négatifs de la globalisation ne peut pas être traitée, car le libre-échange mondial est absolument nécessaire au leadership américain et devient impossible. C'est pourquoi le plus probable est la montée progressive de la tension avec la Chine et en Asie.

J'ajoute que l'écologie est absente du débat, sauf sous l'aspect de la possible création de jobs « verts », à condition que ce soient de vrais jobs, faisant partie de vrais business profitables.

